



**ACADÉMIE
DE POITIERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Division des Personnels Enseignants
Bureau de l'enseignement privé – DPE3

Affaire suivie par :
Lise GUILLEMOT
Cheffe de bureau

Gestion collective
05 16 52 62 46
05 16 52 62 50

Mél : dpe3@ac-poitiers.fr
22 rue Guillaume VII Le Troubadour
CS 40625
86022 Poitiers Cedex

Direction des Ressources Humaines

Poitiers, le 27/01/26

Monsieur le recteur

A

Mesdames et Messieurs
les chefs d'établissements d'enseignement privés
sous contrat

AFFICHAGE OBLIGATOIRE

NOTE DE SERVICE N° 2026-003P

Objet : Congé de formation professionnelle (CFP) – Maîtres contractuels ou agréés et maîtres délégués des établissements d'enseignement privés sous contrat des 1^{er} et 2nd degrés

Année scolaire 2026-2027

Références :

- Code général de la fonction publique – Articles L422-1 ;
- Code de l'éducation - Articles R.914-105 ;
- Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 modifié par décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 ;
- Note de service MENJ - DAF D1 n°2019-130 du 24 septembre 2019.

La présente note de service a pour objet de présenter les modalités d'attribution du **congé de formation professionnelle** dont peuvent bénéficier les enseignants des établissements d'enseignement privés sous contrat, et le calendrier applicable pour l'[année scolaire 2026-2027](#).

Pièce jointe : Formulaire de candidature - CFP 2026-2027

IMPORTANT :

LES SEULS DOSSIERS RECEVABLES SERONT CEUX CONSTITUES DU FORMULAIRE DUMENT REMPLI ET COMPORTANT L'AVIS DU DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT, D'UN CV, ET D'UNE LETTRE DE MOTIVATION.

Date limite de dépôt auprès du Rectorat DPE 3 : **mardi 24 février 2026**

I – OBJECTIF DU CONGE ET DISPOSITIONS GENERALES

Le congé de formation professionnelle est destiné à parfaire la formation des personnels : il correspond à un **projet individuel** qui doit favoriser le développement professionnel de ces derniers.

Mais il doit également leur permettre d'exercer, avec la meilleure efficacité, les fonctions qui leur sont confiées durant l'ensemble de leur carrière. Il peut notamment être accordé pour préparer un concours, un examen, ou une mobilité professionnelle.

A titre d'exemple, les demandes de congé de formation peuvent être déposées pour les objets de formation suivants :

- préparation aux concours d'enseignement (dont agrégation),
- préparation aux concours administratifs,
- préparation aux formations diplômantes (Licence - Master – Doctorat - autres),
- préparation aux formations qualifiantes.

Comme il s'agit d'une démarche volontaire et individuelle, les candidats doivent rechercher eux-mêmes l'organisme qui dispense la formation, se renseigner sur son coût, sa durée et les modalités de délivrance des attestations d'assiduité. **Le coût de la formation est pris en charge par l'intéressé(e).**

La formation doit être organisée par un organisme de formation, et doit avoir reçu l'agrément de l'Etat donné sous le timbre de la fonction publique. Cet agrément n'est pas requis lorsque le stage est organisé par un établissement public de formation ou d'enseignement.

Les formations dispensées totalement ou partiellement à distance sont possibles dès lors qu'elles sont équivalentes à des formations à temps plein.

II – CONDITIONS DE RECEVABILITE

1 – Maîtres contractuels ou agréés à titre définitif

- être en position d'activité et être titulaire d'un contrat définitif ;
- justifier au **01/09/2026**, de 3 ans au moins de services effectifs d'enseignement dans un établissement d'enseignement privé sous contrat d'association ou dans un établissement public ;
- s'engager à reprendre un emploi dans un établissement sous contrat d'association ou au service de l'une des 3 fonctions publiques à l'expiration de ce congé, pendant une **durée égale au triple de celle pendant laquelle l'indemnité forfaitaire aura été versée.**

2 – Maîtres délégués des établissements d'enseignement privés sous contrat d'association

- être en position d'activité et en contrat de délégation dans un établissement sous contrat d'association ;
- justifier de l'équivalent de 36 mois au moins de services effectifs à temps plein dans un établissement d'enseignement privé sous contrat d'association ou dans un établissement public ;
- s'engager à rester au service de l'une des 3 fonctions publiques (Etat, territoriale ou hospitalière) à l'expiration de ce congé, pendant une **durée égale au triple de celle du congé (indemnisé) obtenu.**

ⓘ IMPORTANT : En cas de rupture de cet engagement et sauf dispense, les personnels devront rembourser le montant total de l'indemnité perçue.

III – DUREE DU CONGE

Le congé de formation professionnelle ne peut excéder trois ans sur l'ensemble de la carrière, **dont seulement 12 mois sont rémunérés**. Il peut être suivi en une fois ou réparti au long de la carrière.

La durée minimale demandée doit être équivalente à un mois à temps plein.

Le congé doit être compatible avec l'intérêt du service et les contraintes liées à l'organisation de l'année scolaire et du remplacement.

Les personnels qui bénéficient d'un congé de formation peuvent demander à reprendre leur service avant l'expiration de la période de congé en cours.

i IMPORTANT : L'octroi d'un congé de formation professionnelle entraîne l'annulation des éventuelles demandes de mutation.

IV – POSITION ET REMUNERATION DES PERSONNELS

- Le congé de formation professionnelle est une position d'activité, il est donc considéré comme du temps de service, y compris pour les maîtres délégués.
- L'enseignant placé en congé de formation continue à bénéficier des droits attachés, soit :
 - l'avancement de grade et d'échelon,
 - la cotisation pour la retraite,
 - l'affiliation à la sécurité sociale et la législation sur les congés de maladie, longue maladie, longue durée, maternité, adoption, et sur les accidents de travail,
 - le supplément familial de traitement le cas échéant.
- Il perçoit une **indemnité mensuelle forfaitaire** égale à 85% du traitement brut qu'il percevait au moment de sa mise en congé. Le montant de cette indemnité ne peut excéder le traitement afférent à l'indice brut 650 (indice majoré 543).

L'indemnité mensuelle forfaitaire est soumise aux :

- cotisations salariales
- impôt sur le revenu

i IMPORTANT : Le coût de la formation est à la charge exclusive de l'enseignant demandeur.

Les maîtres dont la candidature aura été retenue devront adresser au rectorat (DPE 3), à la fin de chaque mois, une attestation de présence effective en formation au cours du mois écoulé.

S'il est constaté qu'un enseignant a interrompu sa formation sans motif valable, il est mis fin immédiatement à son congé. Ce maître devra alors rembourser les sommes perçues.

Pendant son absence, le maître est remplacé par un agent temporaire.

A l'issue de son congé, il est réintégré de plein droit dans son établissement d'origine s'il est titulaire d'un contrat définitif. Cette disposition ne peut toutefois faire obstacle à l'application des règles relatives aux pertes horaires et/ou de contrat.

i ATTENTION : Les délégués auxiliaires ne bénéficient pas de l'obligation de réemploi.

V – ARTICULATION AVEC LE COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Les personnels ont la possibilité de mobiliser en parallèle de la demande de congé de formation professionnelle, le compte personnel de formation (CPF), lorsque le projet concerne une évolution professionnelle. La mobilisation du CPF peut permettre une prise en charge, sous certaines conditions, des frais pédagogiques de la formation.

Ainsi, le **CPF peut s'articuler avec le congé de formation professionnelle (CFP) en étant mobilisé en amont ou en aval de ce dernier**. Il est conseillé à l'agent d'informer l'administration au moment de sa demande lorsqu'il souhaite mobiliser ces deux dispositifs.

La campagne du dispositif du compte personnel de formation (CPF) est distincte de l'attribution des congés de formation professionnelle.

Dans ce cadre, les personnels sont invités à consulter la rubrique concernant le CPF sur le site intranet de l'académie s'ils souhaitent participer à la prochaine campagne de mobilisation du CPF.

Pour toute information relative au CPF, les agents sont invités à prendre l'attache des services de l'École Académique de la Formation Continue à l'adresse suivante : cpf@ac-poitiers.fr

VI – CANDIDATURES

→ Examen des demandes

Les congés de formation sont accordés dans la limite du contingent attribué aux personnels enseignants de l'enseignement privé sous contrat d'association de l'académie de Poitiers.

En outre, les demandes de congé formation rémunéré seront examinées notamment au regard des critères suivants :

- candidature annexée à une demande de changement de discipline pour les enseignants en perte d'heures ou de contrat ;
- candidature formulée dans la perspective de la préparation à un examen ou concours ;
- candidature fondée sur un projet personnel correspondant aux évolutions de la pédagogie et/ou à l'acquisition de nouvelles compétences.

Les candidatures émanant des maîtres délégués seront examinées avec un soin tout particulier au regard de leur situation administrative, et notamment du caractère indéterminé de la durée de leur contrat.

→ Procédure

Le candidat doit formuler sa demande au moyen d'une lettre argumentée, accompagnée de son CV et jointe au formulaire de candidature figurant en annexe.

Les dossiers au titre de l'année scolaire 2026-2027 devront être transmis au Bureau de l'enseignement privé - DPE3, sous couvert du chef d'établissement, pour le :

Mardi 24 février 2026 – délai de rigueur

Celui-ci sera **adressé par courrier électronique** à l'adresse suivante :

dpe3@ac-poitiers.fr

Je vous prie de bien vouloir assurer la plus large diffusion de cette circulaire auprès des personnels concernés.

Mes services (Division des personnels enseignants, bureau DPE 3) se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le recteur et par délégation,
La cheffe de la Division des Personnels Enseignants

Rachel MARQUER

